

États Généraux Communaux, Cahiers de doléances

La démocratie véritable passe par les Communes

...

Comment articuler un vivre ensemble véritablement démocratique au niveau national et l'aspiration très juste à faire vivre la démocratie dans toutes ses dimensions sociales, humaines et locales? Quelle est l'aspiration à la démocratie des habitants des petites communes souvent rurales? La volonté du Maire d'Auger-Saint-Vincent et du Directeur des Locaux d'organiser les Etats Généraux Communaux témoigne de cette aspiration.

Pour eux la démocratie véritable possède deux dimensions : elle « se vit et s'incarne là où vivent les habitants » et « elle ne s'impose pas d'en haut », mais « doit passer par le local, par la commune, par un mouvement ascendant et non pas descendant ». Elle s'arrête là où les citoyens n'ont plus de part dans la décision dès le niveau des Inter communalités, dès l'instant où l'Etat impose ses volontés aux Communes.

D'où les Etats Généraux Communaux qui veulent pousser cette vision démocratique. Elle est aussi manifeste dans leur volonté de rendre publics les Cahiers de doléances que l'on cherche à cacher.

Fabrice, vous êtes Maire de Auger-Saint-Vincent depuis 2020. Vous êtes engagé par ailleurs dans un combat pour rendre public les Cahiers de doléances, issus du mouvement des Gilets jaunes et du Grand Débat National qu'Emmanuel Macron s'est efforcé d'enterrer.

Et pourquoi vous vous êtes porté candidat comme maire? Et quel est votre projet de l'équipe?

Fabrice Dalongeville,

Je me suis engagé dans le conseil

municipal en 2001, j'en suis à mon quatrième mandat de maire. J'envisage le mandat, non pas comme simplement gérer les affaires publiques, mais pour développer vraiment un projet de territoire communal, avec une vision à moyen long terme : l'histoire n'est jamais finie ! Avec l'exode rural, la disparition des services publics, les difficultés de lutter contre des modèles dominants, on peut s'épuiser et être démuni pour contredire le fameux « il n'y a pas d'alternative » qu'on entend depuis 40 ans. Pourtant non, la République vit dès

les premiers mètres, au plus près des habitants de la commune, qui assume des missions pleines et entières pour cela. Ce que j'appelle les circuits courts républicains.

Un autre engagement rejoint l'idée de dire que l'histoire n'est pas finie : c'est la bataille des mots. Cela s'est révélé aussi avec le travail sur les cahiers de doléances. Les mots peuvent être utilisés pour invisibiliser des fonctions ou des missions très importantes. Par exemple, dire « petite » commune, me met en rogne. On a des mots pour parler d'une

Fabrice Dalongeville,

Maire d'Auger-Saint-Vincent





Jean-Yves Pineau,

Cofondateur et directeur des Locals

« QU'AUJOURD'HUI LE CORPUS DES DOLÉANCES, C'EST-À-DIRE LES 2 MILLIONS DE CONTRIBUTIONS, N'AIT TOUJOURS PAS ÉTÉ RENDU ACCESSIBLE SUR UNE PLATEFORME OPEN SOURCE À NOS CONCITOYENS DE FAÇON UNIVERSELLE, POUR MOI, CELA DEVIENT UN VÉRITABLE SCANDALE D'ÉTAT »

à la franc-maçonnerie coloniale en particulier, c'est-à-dire en gros au principe des Lumières émancipatrices, comment elles se propagent et comment elles ont pu justifier la colonisation et comment les obédiences acceptent ou non les « indigènes ». Ils étaient interdits de loge !

De ce fait, quand la crise des gilets jaunes éclate, que les cahiers de doléances émergent, je m'y suis intéressé. Quand l'Association des Maires Ruraux de France prend l'initiative d'ouvrir des cahiers de doléances dans les mairies, à travers l'opération Mairie ouverte, je conduis cette opération dans l'Oise, depuis mon village. Or quand le grand débat s'est terminé, on est passé à autre chose. Quand nos concitoyens décrivent leurs situations, ils ne sont pas entendus, et pire, les textes qu'ils ont produits sont cachés, invisibilisés.

On a été un certain nombre à se demander ce qu'étaient devenus les cahiers de doléances. Depuis six ans maintenant, je m'investis sur cette question. Ce qui en dit beaucoup sur la situation dans laquelle notre pays se trouve. Le fait qu'aujourd'hui le corpus des doléances, c'est-à-dire les 2 millions de contributions, n'ait toujours pas été rendu accessible

sur une plateforme open source à nos concitoyens de façon universelle, pour moi, cela devient un véritable scandale d'État car il mine profondément la démocratie et la République dans les valeurs qu'elles portent.

Jean-Yves, tu es engagé à travers l'association Les Locals. Est-ce que tu peux présenter le projet des locals ?

Jean-Yves Pineau,

Les locals, c'est d'abord une vraie association avec un vrai projet associatif, donc un projet politique. Elle a fait plusieurs vœux, des vœux de pauvreté (le plus simple à faire pour une asso), de coopération et d'impertinence. Ce projet associatif a pour vocation de donner de la joie en fabriquant de l'utopie, de

l'utopie concrète, de mieux nommer et de mieux comprendre le monde qui nous entoure, de fabriquer des outils d'éduc-pop, de construire de nouveaux outils de développement local

« FINALEMENT CETTE QUESTION DE LA DÉMOCRATIE DOIT ÊTRE PARTOUT, OU ELLE EST NULLE PART »

et de démocratie locale active. Essayer de comprendre ce qu'est l'humanité, sa place dans le Vivant, quel soin elle y porte ou pas, ce sont les questions complètement essentielles qui ont ►

commune selon sa taille : c'est un village, avec des hameaux, c'est un bourg, un bourg-centre, un chef-lieu de canton, c'est une sous-préfecture, etc.

Pourquoi et quels sont les objectifs de votre engagement pour rendre visible et fécond le travail des Cahiers de doléances ?

Fabrice Dalongeville,

J'ai une formation d'historien, et dans mes études d'histoire à la Sorbonne, je me suis intéressé à la question coloniale,



« POURQUOI COMMUNAUX ? PARCE QUE NOUS VOULONS POSER UN ACTE FORT. CELUI DE LA COMMUNE. QUE NOTRE MODE DE FONCTIONNEMENT [...] DANS LA RÉPUBLIQUE CENTRALISÉE ET PARISIENNE, DOIT PASSER [...] PAR LA COMMUNE, PAR UN MOUVEMENT ASCENDANT ET NON PAS DESCENDANT »

► finalement jalonné mon parcours de vie.

Pour rebondir sur les propos de Fabrice, je trouve qu'on est dans une société finalement extrêmement hiérarchisée voire militarisée. Elle est façonnée ainsi, sans s'être vraiment remise en question y compris au niveau de l'État depuis Charlemagne et évidemment Napoléon. On a avant tout besoin de se décoloniser les esprits pour inventer, comme dirait Spiegel, un autre vocabulaire, une autre grammaire : finalement cette question de la démocratie doit être partout, ou elle est nulle part. Et si la démocratie se cantonne à un suffrage ou un vote, c'est juste une démocratie bidon. Le fait démocratique, l'acte démocratique, on doit le retrouver partout. La question essentielle, qui fait sens, c'est « pourquoi la démocratie ? » et quand on y aura répondu, on s'attaquera au « comment la démocratie ». Or aujourd'hui on voit qu'il y a un fossé terrible, entre ce que devrait être finalement une démocratie active, une démocratie-construction pour reciter Jo Spiegel, et d'autre part une démocratie imposée, avec des exécutants et des gestionnaires, qui n'a plus que le

nom pour se légitimer.

Le grand œuvre qu'on aimerait faire vivre et réaliser au niveau des locaux, c'est justement être en capacité de construire des forces locales, capables d'appréhender de manière différente le réel et de pouvoir le travailler de manière harmonieuse, durable, à la fois sur les aspects sociaux dans un sens large, et à la fois évidemment dans cette cohabitation avec le vivant.

Les États Généraux Communaux

Vous souhaitez lancer des États Généraux Communaux, qui défendent une certaine idée de la transformation sociale et écologique sur des territoires et de la démocratie locale qui va avec. Pouvez-vous nous présenter cette idée ?

Fabrice Dalongeville,

Pourquoi des États Généraux Communaux ? Les États généraux sont dans le sillage des cahiers de doléances. Dans notre histoire politique, que ce soit sous l'Ancien Régime ou pendant la République, la consultation nationale

fait sens et rythme des moments extrêmement importants. Il y a eu bien sûr 1789, la convocation des États Généraux et l'écriture des Cahiers de doléances, la révolution française ; mais souvenons-nous qu'il y a eu aussi des États généraux et des doléances en 1945 !

2019, c'est un temps extrêmement important dans l'histoire politique, un temps où les Français ont exprimé au fond leur aspiration à un changement de régime, à une autre façon de « faire politique ». On ne doit pas limiter cette crise à simplement un ensemble de revendications sociales. Pour le moment, les parlementaires peinent à convaincre les différents gouvernements et le Président d'assumer un devoir de suite. Voilà pourquoi nous, citoyennes et citoyens, avons la volonté et la conviction de créer en 2025 cette plateforme d'accès universel au corpus des Doléances, et de pouvoir réfléchir à la manière dont tout ça peut être utilisé par la suite.

Les États généraux communaux seront un processus participatif et démocratique, visant à établir un dialogue direct avec la population, avec les habitants. Pourquoi communaux ? Parce que



« LA DÉMOCRATIE N'EST PAS QUELQUE
CHOSE QUI S'IMPOSE PAR LE HAUT, MAIS
QUELQUE CHOSE QUI SE VIT ET QUI S'INCARNE
LÀ OÙ VIVENT LES HABITANT·ES »

**Jean-Yves. Pourquoi cette idée d'état
généraux communaux et comment
veux-tu présenter cette idée ?**

Jean-Yves Pineau,

Je souscris pleinement aux propos de Fabrice. Ce qui m'enthousiasme dans cette idée d'État généraux communaux, c'est effectivement de repartir de la base. Car la démocratie n'est pas quelque chose qui s'impose par le haut, mais quelque chose qui se vit et qui s'incarne là où vivent les habitants, les citoyens. La démocratie active est au plus près de là où vivent les gens. La commune est ce lieu où chacun a la possibilité d'agir pour mieux vivre au plus près de

ce qu'il vit et de comprendre, de mesurer la puissance de l'Agir collectif.

Les États généraux communaux sont une façon de dire : un, vous avez le pouvoir d'exercer cette

démocratie ; et deux, renversons la table et remettons en fait les choses dans l'ordre. Pour nous les Locals, ils doivent être l'espace de se redire pourquoi et comment on vit ensemble, ce qu'on n'a plus envie de vivre avant que l'institution nous disent comment faire. Se reposer ces questions, mais pas de manière traditionnelle avec des diagnostics, des statistiques, des

expertises de bureaux d'études... Cela rejoint ce qu'on a appelé les comités locaux de transition et les CSAS-CE, et le projet de territoire communal évoqué par Fabrice.

On voit bien qu'il y a une fracture, symbolisée, incarnée par les gilets jaunes, par les cahiers de doléances. Un dialogue social et sociétal plus qu'abîmé, rompu. Et donc ces états généraux reconsacreraient un socle d'une démocratie véritable de manière ascendante, n'en déplaise aux élites dominantes.

Cela fait un lien avec cette idée d'enquête citoyenne, si je comprends bien.

Jean-Yves Pineau,

C'est extrêmement lié. C'est de redonner de l'élan, de la force et de la puissance à de la parole déposée et non entendue. Mais ces États généraux, c'est aussi l'occasion de comprendre le monde dans lequel on vit aujourd'hui, quels sont les enjeux au plus près de là où on vit, de mettre du sens dans ces questions de sécurité, d'économie, etc. et de revoir le logiciel. La commune est d'abord un commun puissant où chacun·e peut contribuer à son harmonie !

Il faut avoir d'autres moyens de se saisir de ces réalités au plus près et de manière démocratique. C'est pour cela que nous travaillons sur ces enquêtes citoyennes, rejoignant ce qui a été promu par Bruno Latour et la démarche « Où atterrir » : ►

nous voulons poser un acte fort. Celui de la commune. Que notre mode de fonctionnement aujourd'hui, dans la République centralisée et parisienne, doit passer par le local, par la commune, par un mouvement ascendant et non pas descendant. C'est un parti pris puissant et robuste parce qu'on a aussi devant nous un calendrier de la vie politique en France favorable pour engager ce mouvement du bas vers

le haut : mars 2026, élections municipales.

Et si on reste sur le calendrier officiel, ce qui est incertain convenons-en, printemps 2027, élection présidentielle, puis

élections législatives, et en 2028 les élections départementales et régionales. Il faut éviter de se retrouver encore dans l'erreur politique de tout attendre d'une seule personne et de l'élection présidentielle. D'où la nécessité d'organiser des États généraux dans notre pays qui commence par la commune, la cellule de base de la République. C'est par le bas que nous rebâtirons.

« ...CES ÉTATS
GÉNÉRAUX
RECONSACRERAIENT
UN SOCLE D'UNE
DÉMOCRATIE
VÉRITABLE »

► quels sont nos attachements ? Qu'est-ce qui nous menace ? Où sont nos alliés pour retrouver de la justice sociale et écologique, de l'avenir tout simplement.

Fabrice Dalongeville,

Il y a un élément qui est me perturbe beaucoup, c'est la dissolution de la politique en tant que telle : quand vous invisibilisez d'un côté les doléances de nos concitoyens et que de l'autre vous nommez mal les choses et les faits, que vous dites en même temps tout et son contraire en 24h, ça participe à annihiler la question politique. Et c'est d'ailleurs exprimé par Emmanuel Macron, en décembre 2021 à la télévision quand il dit : « je ne fais pas de politique » ! C'est un déni pervers. Il faut mesurer la violence d'une telle phrase qui permet d'envisager une autre expression tout autant critiquable : « il faut faire preuve de bon sens ». J'entends cela depuis longtemps de la part d'élus locaux. Mais à partir du moment où tu agis dans le domaine public, les choix faits traduisent un acte politique. Le bon sens des uns n'est pas forcément loin de là le bon sens des autres.

Les États généraux communaux ont au moins un objectif, c'est de reposer la question politique, repositionner la politique là où elle doit être, car la démocratie c'est la gestion des conflits, ce sont les controverses qu'il faut assumer. Et pour cela, il faut l'outillage nécessaire telles que des Conventions citoyennes, des enquêtes citoyennes, un travail d'acculturation, de mise en débat, de respect de l'intelligence citoyenne, ce que j'appelle l'IC. L'Intelligence citoyenne face à l'intelligence artificielle. Les cahiers de doléances démontrent bien que le

peuple est capable de décrire sa situation et de penser des solutions.

Dans l'hypermodernité, on considère que ce sont les solutions techniques et technologiques qui apporteront les réponses aux problématiques centrales qui nous animent. L'intelligence citoyenne est déconsidérée politiquement, désinvestie au bénéfice d'une IA. Je ne suis pas un anti-IA en disant cela, mais le déséquilibre est tellement important aujourd'hui qu'il vient miner la question politique.

Les États généraux communaux doivent venir abonder cette réflexion-là.

J'apporterai une nuance aux propos de Bruno Latour dans son livre « Où atterrir » : on a demandé aux gens de décrire leur situation, mais il n'y a pas eu d'après, de devoir de suite. Les organisateurs de toute cette consultation n'ont pas voulu cranter l'étape suivante. Ça crée une immense déception. Ce qu'on veut faire en fait, c'est réparer. Prendre soin de la parole de nos concitoyens, c'est cautériser des plaies citoyennes largement ouvertes. Les États généraux communaux doivent nous y aider.

Les communes et la transformation sociale, écologique et démocratique

Que pourrait être pour vous une transformation sociale écologique sur des territoires ? Qu'est-ce qui ne va pas sur nos territoires et qui nécessite une transformation sociale-écologique ? Les États généraux viseraient aussi à questionner les gens pour le savoir de façon un peu plus précise ?

Jean-Yves Pineau,

Ce qui ne va pas tout d'abord, c'est cette

« IL Y A DES INITIATIVES, PARTOUT, DES CHOSES FORMIDABLES [...] MAIS ELLES NE FONT PAS SYSTÈME AUJOURD'HUI »





JE SOUHAITE QUE
CES ETATS GÉNÉRAUX
PUISSENT PERMETTRE
DE PASSER DE
L'ATTRACTIVITÉ
DES TERRITOIRES
À L'HABITABILITÉ
DES TERRITOIRES

culture de la verticalité, de la centralité, du « chef » qui impacte et qui corsète en fait la vie des personnes là où elles vivent. Le capitalisme aujourd'hui possède tous les instruments de domination culturelle. Les médias, les imaginaires et les Lois. Cela nous colonise tant qu'on n'ose même plus entrevoir une autre Histoire !

Pourtant, il y a des initiatives, partout, des choses formidables que Morin ou Viveret reprennent avec cette jolie métaphore des cellules imaginaires de la métamorphose. Mais elles ne font pas système aujourd'hui.

Je suis un « ardent » du local, mais il ne faut pas le dissoudre dans la décentralisation. Nous n'avons pas les moyens, les outils, la formation, l'éducation pour comprendre réellement ce qui nous est imposé et ce qu'on pourrait faire. On n'a aucun outil en capacité de nous dire que notre territoire est en train de se dégligner, qu'il n'est plus en capacité d'assurer les valeurs d'existence, comme le dit Alberto Magnaghi ou Isabelle Stengers. Et je souhaite que ces États généraux puissent permettre de passer de l'attractivité des territoires à l'habitabilité des territoires. Comment on passe du territoire-décor ou support aux bonnes affaires au territoire-milieu de vie ? Comment on redonne de la profondeur au territoire ? Les États généraux doivent être à la fois une réparation, une

cautérisation, mais aussi le début d'une aventure émancipatrice, et qui passe forcément.

Fabrice Dalongeville,

Tout à fait d'accord ! La mondialisation a produit la compétition entre tout le monde, de l'individu numérisé, jusqu'au territoire et les différents classements par l'effet des notations.

Quel est le projet du territoire ? Pour y travailler, les outils de marketing territorial sont utiles. Mais attention, ils peuvent produire le mal et le bien. Le mal, avec ce qu'a décrit l'économiste Oliver Bouba-Olgala avec son concept de CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation et Excellence). Quand on documente l'impact de choix politiques en matière de développement économique et territorial, on se rend compte que finalement, le ruissellement qu'on attendait du phénomène de métropolisation n'existe pas. En revanche, ce qui a été très visible, ce sont les choix de désindustrialiser le pays, d'accentuer les inégalités territoriales, comme entre les ultra-riches et les autres. Et le bien si les outils de marketing territorial sont mis au service de la construction d'un projet de territoire autour de l'hospitalité, de la vitalité, du respect et de l'osmose avec le vivant. C'est à ça que je travaille et à ça que je consacre mon énergie professionnelle et d'élus.

Concernant la verticalité et la centralité, on s'est trouvés dans un piège. La décentralisation en France n'existe pas. Il a pu y avoir des avancées, mais au fond, c'est toujours l'État qui a le dernier mot. Même quand le dernier mot est davantage un « maux ». Cette verticalité reste encore extrêmement puissante. La dernière réforme territoriale, la loi ►

► Notré, en atteste. Elle aurait été complètement différente si les collectivités territoriales avaient eu la liberté de faire évoluer l'action publique locale. L'État a imposé aux élus locaux de préparer de grands ensembles territoriaux, de s'engager dans la fusion de communes, d'avancer à marche souvent forcée vers de grandes communautés de communes, avec de très grandes régions. Ce plan de restructuration territoriale est inspiré des modèles des grandes entreprises, du big is beautiful. En faisant des hyper-structures, on a pensé être plus efficaces tout en réduisant les coûts. C'est l'inverse qui s'est produit, tout en fabriquant de l'éloignement. On ne gère pas une collectivité comme une entreprise. C'est autrement plus complexe.

D'un autre côté, c'est vrai que beaucoup d'élus se sentent démunis. En supprimant la capacité des élus locaux de pouvoir lever un nouvel impôt qui aurait du sens, en empêchant les élus locaux d'administrer librement leurs communes, en réduisant aussi leurs ressources, l'État corsète la capacité d'action, pas seulement que la pensée (le premier qui norme en France, c'est l'État), mais la capacité d'action et de faire des élus locaux.

Malgré cela, je trouve qu'il ne faut pas sous-estimer notre capacité à faire, à défendre haut et fort la libre administration communale. Pour cela, il faut sans doute agir différemment en ne regardant pas systématiquement vers l'État, ou vers son EPCI. Quand l'État affirme « qu'il n'y a pas d'autres alternatives », il ne faut pas toujours le croire. Et envisager d'autres chemins si cela répond à des problématiques locales.



Le rapport de la commune au global

Jugez-vous nécessaire qu'il y ait un vivre-ensemble au niveau du territoire français ?

Peut-on se passer d'un niveau collectif à l'échelle du territoire français, qui permette à ses habitants de vivre ensemble et de faire société, aussi à ce niveau ?

Comment modifier l'État et son fonctionnement pour que puisse s'articuler le communalisme que vous défendez et ce vivre ensemble à l'échelle du territoire français ?

Fabrice Dalongeville,

L'État, ce n'est pas un astre mort, c'est une entité politique, qui est piloté, géré par une partie des classes sociales qui n'aspirent qu'à son pilotage, et qui embarquent à bord leur idéologie. Au regard des principes de la République, traduits dans l'action publique aujourd'hui,

« ET J'OSERAI DIRE QUE
LE VIVRE ENSEMBLE,
AUJOURD'HUI,
N'EXISTE PAS »

les pratiques de l'État incarnées par le président de la République, par ailleurs garant des institutions, posent des problèmes importants. Donc face à cela, la question à se poser, dans une perspective vraiment décentralisée, girondine, voire fédérale, est : sommes-nous en capacité d'assumer et de faire fonctionner localement, dans nos collectivités locales, les fonctions politiques générales d'une république sociale, laïque, libre, égalitaire et fraternelle ? Je réponds oui, et souvent mieux que l'État. Assumer une prise de parole de cet ordre dans le cadre de ces états généraux communaux, est important pour moi.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas, dit Le canard enchaîné. On a la chance de pouvoir



« AU NIVEAU LOCAL, L'IMPORTANT C'EST [...] DE
CONSERVER CE PREMIER BIEN QUI EST NOTRE MILIEU
DE VIE DONT IL FAUT QUE L'ON PRENNE SOIN »

critiquer notre fonctionnement politique, dans le but d'améliorer la pertinence que nos concitoyens accordent à la République et à la démocratie pour gérer la cité. La confiance ne se décrète pas. C'est le produit du faire, non du dire. La centralisation à la française aujourd'hui produit de la défiance entre les gouvernés et les gouvernants, mais aussi entre les élus locaux et les élus nationaux.

Jean-Yves, comment conjuguer les deux principes : 1. les collectivités territoriales doivent pouvoir avoir le dernier mot face à l'État ; 2. On a besoin d'un vivre-ensemble au niveau d'un territoire français ?

Jean-Yves Pineau,

Je vais me répéter mais nous sommes dans un système qui s'appelle le capitalisme, qui promeut une idéologie : le Profit comme viatique du progrès humain (!). Cette idéologie-là. C'est l'open-bar pour

les Voraces ! Et on ne nous pose jamais les questions, à nous le peuple, absolument essentielles. Un exemple parmi tant d'autres : on nous parle de géo-ingénierie climatique avec des investissements qui se chiffrent en milliards. A-t-on notre mot à dire ? Non. Bref, on est donc dans une idéologie dominante, qui en trois petits siècles seulement remet en cause les conditions mêmes d'habitabilité de la planète. Chapeau !

Et j'oserais dire que le vivre ensemble, aujourd'hui, n'existe pas ou plus. C'est une vue de l'esprit. Sauf en temps de catastrophe. On ne vit plus ensemble, juste côte à côte et dans l'entre-soi. La segmentation, le marketing, le big data, la défiance et la peur de l'autre pour masquer des non-politiques sociales, pour mieux vendre à tous crins, etc. font qu'aujourd'hui, partout où tu te trimbales, y compris dans les villes, il n'y a plus rien qui favorise le vivre ensemble.

Est-ce que néanmoins l'idée d'un vivre ensemble est nécessaire ?

Jean-Yves Pineau,

Bien évidemment ! Le vivre ensemble, c'est d'abord le souci du fragile de l'autre, comme dirait Ricœur, et c'est le début de la démocratie. Et c'est le cœur de réacteur de cette transformation juste sociale et écologique.

Au niveau local, l'important c'est peut-être d'avoir le dernier mot, mais surtout de conserver ce premier bien qui est notre milieu de vie dont il faut que l'on prenne soin. La commune, c'est le commun. Et ce commun, c'est le projet du territoire communal, qui semble nous échapper car nous sommes dans une verticalité qui dicte trop souvent ses vues et ses fins et nous oblige à agir comme de bons exécutants pour faire tourner la machine, y compris quand le système ne profite qu'à quelques-uns.

Et justement, les États généraux, doivent nous permettre d'aller vers du concret, vers des visions partagées pour recréer du commun, pour donner à toute personne la possibilité de participer, de contribuer, d'être concernée par le projet de vie communale. Et le vivre ensemble se définit aussi et d'abord par la solidarité active, locale. Ce n'est pas l'État qui a mis en place la sécurité sociale, mais c'est la volonté des organisations du tiers secteur et des uns et des autres qui a permis cette solidarité nationale. L'État, il faut oser le re questionner : à quoi sert-il aujourd'hui et qui sert-il ? Il y a urgence à imaginer un autre projet politique sur la base d'une démocratie vivace.

Le vivre ensemble, il faut le réinventer comme la démocratie et comme l'État.

▣ Propos recueillis par Didier Raciné,
Rédacteur en chef d'Alters Média - Janvier 2024